



Projet de loi de "transformation de la fonction publique"

LE 19 MARS, PLACE A LA MOBILISATION

Depuis des mois, et dans la suite logique de ses prédécesseurs, le gouvernement s'attaque aux fondamentaux de notre société. Avec une violence encore jamais égalée, il détruit nos droits sociaux, les droits des salariés, des retraités, des bénéficiaires de la solidarité nationale, et compromet l'avenir de nos enfants. Et ce dans une période où des mouvements sociaux, aux revendications générales ou catégorielles, émergent sur l'ensemble du territoire pour réclamer une autre politique, plus de justice sociale et fiscale, une démocratie retrouvée ou encore une prise en compte de toute urgence des phénomènes environnementaux.

C'est dans cette même logique d'une société « réformée », selon les aspirations d'une classe dominante méprisante et autoritaire, qu'à la justice nous vivons des contre-réformes qui tendent à altérer profondément le service public (loi de programmation de la justice) et criminaliser sans vergogne la prise en charge de l'enfance en danger à travers une remise en cause totale des fondements de la justice des mineurs.

Nouvelle étape dans l'agression gouvernementale permanente : les fonctionnaires et la fonction publique !

Les agents publiques, véritables boucs émissaires récurrents des politiques en mal d'inspiration, sont de nouveaux dans le viseur des intégristes ultra-libéraux qui nous dirigent :

- *plan de 120 000 suppressions d'emplois sur 5 ans ;*
- *précarisation des agents par le recours accru aux contractuel-le-s ;*
- *dégradation des conditions de travail ;*
- *stagnation des rémunérations et perte de pouvoir d'achat ;*
- *destruction des services publics de proximité ;*
- *abandon de mission, soit pur et simple, soit au profit (et c'est le mot exact) du privé ;*
- *et maintenant, la pulvérisation « façon puzzle » des statuts de la fonction publique !*

.../...

Que contient ce projet de loi de « transformation de la fonction publique » ?

Ni plus ni moins que la fin programmée du statut de fonctionnaire, à la fois protecteur de la société et des agents, fait de droits et d'obligations. Le tout, évidemment, sans concertation ni discussion : un calendrier très resserré, des dispositions finales déjà arrêtées... le gouvernement ne dialogue pas, au mieux il informe !

Petit aperçu de ce qui nous attend :

- *démantèlement des organismes consultatifs : suppression du rôle des CAP pour les mutations, l'avancement et les promotions, suppression de fait des CHSCT, etc.*
- *accentuation de l'individualisation des rémunérations favorisant les pratiques clientélistes ;*
- *recours massif aux contractuel-le-s et marginalisation du statut ;*
- *dispositions organisant la mobilité forcée, vers un autre versant de la fonction publique...ou le privé !*
- *et donc de nouveaux abandons ou privatisations de missions publiques.*

Les instances légitimes du dialogue social (Conseils supérieurs de la fonction publique et Conseil Commun) sont bafouées, niées dans leurs compétences et court-circuitées. Il nous appartient donc désormais à tous, agents publics et citoyens, de renverser le rapport de force et de se mobiliser pour défendre nos statuts et le service publique auquel nous croyons.

Ne croyez pas les fidèles accompagnateurs de toutes les contre-réformes menées ces dernières années, validées par leurs représentants dans le confort douillet des cabinets ministériels et bien loin du quotidien des agents sur le terrain. ils préparent déjà le communiqué qui vous expliquera que « leur signature aura permis de sauver tout ce qui pouvait l'être, que des miettes c'est mieux que rien, bla, bla, bla... ». Il n'y a rien à négocier, pour Solidaires un seul mot d'ordre : retrait du projet !

C'est maintenant qu'il faut agir et il faut agir fort ! Renforçons la grève, les manifestations et toutes autres actions qui seront organisées dans les prochaines semaines !

MARDI 19 MARS 2019

Grève et manifestations partout en France

à Paris, rendez-vous à 13H

Jardin du Luxembourg - place Edmond Rostand

RER B LUXEMBOURG



Syndicat National Solidaires-Justice
90, rue Panisset - CS 70017 Le Pontet
84275 VEDENE Cedex
06.52.79.57.94
synd@solidaires-justice.fr
www.solidaires-justice.fr
www.facebook.com/SolidairesJustice